

555

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romane
N° 555 14 août 1980
Dix-septième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs.

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro :
Eric Baier
Rudolf Berner
François Brutsch
Marcel Burri
Jean-Daniel Delley
Yvette Jaggi

Une nouvelle race de déchets radioactifs

Le petit monde des déchets nucléaires était, en apparence, simple. D'un côté il y avait les déchets faiblement et moyennement radioactifs, de l'autre, les déchets hautement radioactifs. Il était prévu de stocker les premiers, qui sont abondants, dans des cavernes peu profondes lorsqu'on ne pourrait plus les balancer dans la mer; les deuxièmes, qui sont produits en faible quantité, seraient enfouis dans des trous profonds et, en principe, mieux isolés. On avait donc les gros relativement débonnaires, et les petits véreux.

Or voici qu'apparaît un nouveau groupe de larcons, qu'on pourrait appeler les faux-jetons.

Les déchets hautement radioactifs nous reviendront de l'usine de retraitement de La Hague, si elle fonctionne!... Ils contiennent deux types de poisons. Premièrement du matériel à très forte radioactivité mais qui s'épuise relativement vite: quelques milliers d'années. C'est ce matériel qui fait monter la température de ces déchets et oblige à prévoir des systèmes de refroidissement. Deuxièmement, ces déchets contiennent du plutonium dont la demi-vie est de 24 000 ans; ce qui rend obligatoire des stockages de très longue durée: plusieurs centaines de milliers d'années. On aimerait bien éliminer totalement ce plutonium, mais les méthodes actuelles ne le permettent pas. Les «responsables» considèrent que la chose n'est pas trop catastrophique puisque ce plutonium est mélangé à des produits qui, de toute manière, nécessitent un stockage de haute sécurité.

Or voilà qu'une étude récente d'un chercheur fran-

çais nous apprend que ce satané plutonium apparaît encore ailleurs. Il s'agit de déchets engendrés lors de la préparation des combustibles au plutonium destinés aux réacteurs à eau légère ou au sur-régénérateurs. Lors de cette préparation, des pertes de plutonium avaient été prévues. Par exemple Y. Sousselier (ceux qui ont pris part à la séance d'information organisée à Bex s'en souviennent bien de celui-là: il avait prédit que le futur dépôt serait un but d'excursion pour les touristes de Villars!) Sousselier donc calculait en 1976 que les pertes seraient de 0,1 à 0,3%. Or elles ont été dix fois supérieures: 3,1%. Mêmes observations à Windscale.

Le caractère «faux-jeton» de ces déchets provient du fait que le plutonium y est mélangé à des produits moyennement radioactifs et que, par conséquent, le tout est traité comme déchet moyennement radioactif, c'est-à-dire incorporé à du béton et conservé dans des fûts. En France, ces fûts sont stockés définitivement dans des tranchées bétonnées ouvertes à la surface du sol. Or on sait que, environ 55 ans après son enfouissement un fût de 200 litres a vu la moitié de son béton lessivé par les eaux...

D'une part on dépense des sommes colossales pour mettre au point des verres, des céramiques ou Dieu sait quels minéraux capables de piéger le plutonium des déchets hautement radioactifs et, d'autre part, on abandonne presque sans protection des déchets fortement contaminés en plutonium. Il paraît même que les Américains se tâtent pour savoir s'ils ne vont pas déterrer des déchets d'origine militaire contaminés par du plutonium.

La logique des milieux scientifiques n'est pas toujours très claire. C'est le moins qu'on puisse dire. Le bulletin de la CEDRA (société coopérative nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) qui s'appelle «La CEDRA informe» ne parle guère de ces problèmes. Il paraît qu'on devrait lui faire confiance.

Se battre contre des moulins

Un citoyen aux prises avec le pouvoir établi dans ce qu'il a de plus massif et aussi de plus diffus et de plus inquiétant: c'est le sens du témoignage que nous envoie Pierre Lehmann cette semaine. Nous le publions comme nous l'avons reçu, mis à part quelques modifications de pure «prudence» rédactionnelle que ne manquera du reste pas de nous reprocher P. Lehmann dont on apprécie dans ces colonnes la présence depuis longtemps. Avouons-le, nous n'avons pas suivi de près cette affaire de Montreux — ses derniers rebondissements ne doivent pas avoir tenu non plus en haleine la majorité des lecteurs de DP: le fond du problème est peut-être sujet à interprétations à l'infini; mais ce qui reste en tout cas, et qu'il est impossible d'écarter d'un simple revers de main, c'est cette image du fonctionnement de la démocratie, sur le terrain. (Réd.)

Je fais partie de Sauver Montreux, association qui essaye de mettre un frein au béton, aux routes et d'une manière générale au massacre systématique du site montreuisien. Entreprise difficile. Les forces sont manifestement très inégales. D'un côté une Municipalité — priorité aux affaires! — ne songeant qu'à promouvoir une expansion économique profitant à un petit nombre de favorisés. Elle dispose d'un pouvoir quasi-total. Rien à attendre ni de la presse, ni du Conseil communal où le son de cloche de la Municipalité domine. De l'autre côté, l'association Sauver Montreux, avec des moyens quasi-nuls mais disposant du soutien d'une fraction de la population. On ne sait au juste l'importance de cette fraction. La population a en effet donné une fois raison et une fois tort à Sauver Montreux dans sa lutte contre le béton-roi.

*

Sauver Montreux s'est opposé à un projet d'agrandissement de l'actuelle maison des congrès. Ce pro-

jet utilise au maximum le volume disponible en vertu du plan de quartier. C'est son seul «mérite». Ses inconvénients sont nombreux. Il force à la destruction d'un beau jardin en bordure des quais. Il impose en lieu et place une sinistre façade de 70 mètres de long et de 8 mètres de haut. L'arrière-pays ne sera plus visible. De plus, ce projet aberrant ne résout rien côté parking. Montreux a en effet depuis longtemps un problème de parcage de voitures et c'est probablement la seule ville touristique à utiliser des quais piétonniers pour y aligner des véhicules.

L'opposition de Sauver Montreux à ce projet a bien entendu été levée par la Municipalité. L'association s'adressa alors à la commission cantonale qui accepta le recours.

Les travaux ne pouvaient donc commencer immédiatement, ce qui énervait considérablement le Syndic et ses amis. Tout cela était en effet ultra-pressé, pour des raisons financières. Cela explique probablement en partie pourquoi le projet a été bâclé.

*

La commission de recours doit se réunir le 4 juin pour visiter les lieux et écouter les arguments des deux parties. Mais déjà vers mi-avril, le président de la commission autorise la Municipalité à commencer la destruction du site (un ancien hôtel en bordure des quais). Lors de sa visite des lieux, la commission a sous les yeux des amas de terre et de gravats, des grues et des madriers. Les gabarits qui auraient pu donner une idée de l'impact des constructions projetées ont disparu dans la bagarre. Pour le moment, on voit encore les Rochers de Naye et l'arrière-pays, mais la commission n'y prête aucune attention. Avec un sérieux à la Buster Keaton, elle regarde des plans et écoute les explications d'un jeune ingénieur de la commune qui a manifestement résolu tous les problèmes avant même qu'ils ne se posent.

Après une heure de cet exercice d'information de routine unilatérale, la commission et son cortège d'accompagnants, parmi lesquels on reconnaît le Syndic de Montreux, des municipaux, un archi-

tecte et quelques âmes en peine, reprend dignement le chemin de la salle de la Municipalité. Là ont lieu les plaidoiries. Mais manifestement, tout se passe comme si la décision était déjà prise, la destruction du site est en cours et les plaidoiries seront pour la forme. M. Jeanneret, vice-président de Sauver Montreux, défend la nature, l'esthétique, les quais. Il dénonce le scandale du parcage des voitures sur ces mêmes quais et l'ineptie du projet de la Municipalité qui non seulement défigurera le site mais encore ne fera qu'aggraver ces problèmes de parking. Il propose un contre-projet qui permettra de sauvegarder l'esthétique du site et fournirait aux voitures des places de stationnement n'empiétant pas sur les quais. Ce contre-projet n'intéresse manifestement personne. L'avocat de la Municipalité se livre alors à un exercice de rhétorique assez confus et plein de sous-entendus visant à discréditer les opposants. Il y est surtout question d'articles de loi. Il y a beaucoup de voici-voilà-que juridiques au bout desquels on conclut que les opposants sont des vilains et la Municipalité un aéroport de grands hommes. On demande à la commission de rejeter le recours (mais tout n'est-il pas joué depuis longtemps?) et en plus de punir les vilains opposants qui ont failli faire perdre de l'argent aux promoteurs montreuisiens.

* * *

La seule chose dont on ne parle pas, c'est du fond du problème: faut-il conserver le site, faut-il préserver les quais, est-ce que le projet proposé satisfait à ces critères?

Mais il n'est pas question de satisfaire à ce genre de critères. Il faut satisfaire à des articles de loi. Et il faut des avocats pour entortiller les causes dans ces articles de loi. C'est ce genre de charabia qui décide de l'esthétique d'une région.

* * *

L'opposition de Sauver Montreux apportera peut-être même un revenu supplémentaire aux promoteurs grâce à une nouvelle idée de la Municipalité: pour éloigner le quai et les piétons de la sinistre façade qu'elle a proposé d'édifier, la Municipalité propose maintenant de combler le lac sur une lar-

neur suffisante. Cela permettra peut-être aussi de parquer plus de voitures sur les quais. Même Grock qui poussait son piano vers son tabouret n'aurait pas eu l'idée d'une pareille absurdité.

P. Lehmann.

COMMERCE

Liberté: prix en hausse

Tous les journaux l'ont annoncé, y compris ceux, et c'est le plus grand nombre, qui ne risquent pas de se trouver une fois dans la même situation. Le «Tages Anzeiger», principal quotidien du pays, derrière le torchon nommé «Blick», subit une nouvelle menace: après le boycottage des importateurs de voitures, suite à une excellente étude sur le groupe de pression de l'automobile en Suisse — perte sèche jusqu'à fr. 500 000. — par mois depuis mars 1979 — le quotidien zurichois est pris pour cible par le journal des associations patronales qui appelle à un boycottage élargi. Aux dernières nouvelles l'appel a été entendu. La raison de la colère des patrons? La manière dont le journal a couvert l'été chaud zurichois.

UN TRAVAIL EXEMPLAIRE

On savait l'influence des grands annonceurs sur la presse quand il s'agit de leurs intérêts directs: le payeur s'accommode mal des vérités à son sujet.

Maintenant la menace est plus générale; la censure vise une information qui n'a rien à voir avec une entreprise ou un produit particulier. L'épreuve de force engagée a comme objectif un changement dans la politique rédactionnelle.

Le prétexte est fort bien choisi: des événements — les manifestations de jeunes des deux derniers mois — teintés de violence et qui ont indisposé une bonne partie de la population, des événements qui

ne mettent en scène, en tout cas aux premiers rangs, que des «marginiaux». Les patrons n'ont pas pris de risque.

Or précisément, à propos de ces manifestations autour d'un centre autonome, le «Tages Anzeiger» a fourni un travail exemplaire, que peu de journaux dans notre pays ont le courage de faire. Tout d'abord une description minutieuse des événements pendant des semaines — c'est le moins qu'on puisse demander à un journal d'information — des interviews des protagonistes, des commentaires nombreux qui donnent aux lecteurs tous les éclairages utiles pour comprendre l'événement et se faire une opinion. Bref, tout le contraire de la suffisance arrogante et du moralisme bouffi de la «très sérieuse» «Neue Zürcher Zeitung» dont les rédacteurs perdent leur sang-froid aussitôt qu'ils sont confrontés à un événement inattendu; le contraire aussi de «Blick» qui salit inévitablement tout ce qu'il touche et qui abaisse ses lecteurs.

Les nouveaux croisés

En Suisse les rues et les routes sont devenues depuis quelque temps le haut lieu du combat pour la liberté. Non pas la liberté de manifester, d'exprimer collectivement une opinion lorsque l'insatisfaction est grande et les moyens de la dire faibles. Non, cette liberté-là est peu prisée chez nous; elle fait désordre et engendre la peur, et puis elle est superflue dans un Etat de droit où tous les mécanismes d'expression ont été mis en place depuis longtemps déjà. Enfin et surtout cette liberté gêne la circulation.

Circulation: le dernier bastion où notre liberté est entravée. Dieu merci cet automne, grâce à de

Cette connaissance des faits, cette intelligence de la réalité sans laquelle il n'y a pas de vie démocratique, c'est ce que cherchent à empêcher les boycotteurs. Tout comme les hérauts du combat contre la ceinture de sécurité et les militants de la vitesse libre sur les routes, ils préfèrent les rideaux de fumée, cette fumée qui anesthésie lentement et sûrement les esprits.

PS. Les journalistes zurichois sont descendus dans la rue — encore une atteinte à la liberté de circulation! — pour protester contre le boycottage. Les journaux suisses oseront-ils refuser les annonces des fossoyeurs de la liberté de la presse? En mars de l'an passé, aucun, à notre connaissance, n'avait réagi. A moins qu'ils préfèrent combattre sous la bannière de la liberté du commerce et de l'industrie. Dans ce cas, ils ne seront plus que des marchands de salade.

courageux militants, nous aurons l'occasion de dire notre mot; le référendum sur la ceinture de sécurité a abouti et bien abouti, grâce à la vigilance des Romands, on peut bien le souligner! Mais les Alémaniques ne sont pas en reste en ce qui concerne nos libertés: à peine la campagne d'essai pour la limitation de la vitesse à 50 km/h a-t-elle débuté que d'autres militants, tout aussi courageux, brandissent l'étendard du droit pour fustiger cette nouvelle atteinte à notre liberté; leur engagement va jusqu'au point de prendre en charge les frais de procédure judiciaire des contrevenants. Bel exemple d'engagement concret.

En plein été il est réjouissant de constater que la résistance à l'arbitraire reste une constante de l'esprit helvétique.

PRESSIONS

Quand un parlementaire vide sa boîte aux lettres

On reproche souvent aux parlementaires de céder trop vite au charme simplificateur de la spécialisation, de ne pas se documenter assez largement, et de s'en tenir lâchement aux «informations» fournies par les «intéressés».

Dans la mesure où elles sont effectivement livrées spontanément, ces informations exercent une pression pas toujours très douce, offrant une «aide» à la décision plus ou moins fermement dirigée. Les groupes de pression en tous genres, au nombre desquels il faut aussi compter les services administratifs et les œuvres caritatives, se bousculent pour assister le législateur dans sa «difficile et importante mission», sollicitant quelques instants de son «temps spécialement précieux» pour lui fourguer un document «appréciable pour sa concision», etc. (traduction mise à part, tout est généralement fort au point).

Tous les canaux sont utilisés: envois périodiques, messages occasionnels, contacts directs (pendant les sessions). Pratiquement pas de cadeaux, sauf quelques repas — déontologie des «public-relations» oblige. Les «bonnes causes» ont une préférence marquée — et financièrement avantageuse — pour les expéditions-arrosages, sûres que leur rapport d'activité suffit à démontrer leur utilité. Moins confiantes en l'imprimé, les assurances privées par exemple envoient peu, et préfèrent recevoir, tandis que les caisses-maladie multiplient les interventions pour sauver leur subvention.

DES KILOS

Au total cependant, la boîte aux lettres des parlementaires fédéraux se remplit continuellement de documents non sollicités et non officiels, qui finis-

sent par constituer une documentation d'un poids respectable, — en kilos tout au moins.

Il y a de tout dans ces plis: des magazines richement illustrés (Suisse touristique de l'ONST, «The Lamp» d'Exxon par exemple), des illustrés plus modestes (Sport Information, Tierschutz, etc.), des masses de brochures, des ouvrages même (spécialement dans le secteur «idéologies et religions»), des services de presse (SDES pour la finance, USS pour les syndicats, OFEL, etc.), des rapports annuels (d'entreprises ou d'organisations sans but lucratif), et surtout des quantités de photocopiés plus ou moins soignés.

Pour ces derniers mois, le prix de l'originalité dans la présentation revient incontestablement — cette campagne, DP avait déjà noté qu'elle avait marqué les parlementaires genevois — à l'Association suisse de l'Industrie gazière, qui a envoyé coup sur coup un bloc de grès (roche qui a permis la constitution de «cloches-réservoirs» d'où le gaz ne peut s'échapper naturellement), un agenda pour l'an 2000 (Pâques tombera le 23 avril en cette année où le gaz aura fourni la plus grande contribution à la substitution du pétrole), et un bloc de charbon (à gazéifier bien sûr, selon des techniques qui seront concurrentielles dès 1990 paraît-il).

ÉNERGIE, CHIMIE, PATRIE

La provenance des publications non sollicitées est bien sûr diverse. Côté économie, deux secteurs dominent nettement (en quantité s'entend): l'énergie et la chimie.

Outre l'industrie gazière déjà citée, les maisons d'importation de charbon y vont d'un service de presse bimensuel, et les compagnies pétrolières actives en Suisse diffusent activement, expliquant la modicité de leurs bénéfices à longueur de calculs; les sociétés d'électricité ne demeurent pas en reste (l'OFEL envoie son service de presse à tous les parlementaires qui ne le refusent pas en début de législature); quant aux promoteurs du nucléaire, ils expédient deux à trois fois par mois le

«Flash nucléaire» présenté par l'ASPEA (l'Association suisse pour l'énergie atomique) comme un «raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire». Enfin, le Forum de l'énergie se manifeste aussi périodiquement avec son nouveau périodique intitulé «Nouvelles de l'énergie».

Quant à la chimie, elle fait connaître son point de vue soit par sa puissante organisation faïtière (SSIC), soit directement par les firmes. A ce niveau, toutes les politiques sont pratiquées: Sandoz envoie régulièrement sa «Gazette du personnel» (12-14 numéros par an), son riche Bulletin trimestriel, ses communiqués de presse, les discours de ses patrons et son rapport annuel; Hoffmann-La Roche se contente plus discrètement de livrer son rapport d'activité, tandis que Ciba-Geigy ne sert que ses actionnaires.

LA RETENUE DES BANQUES

Les banques étonnent par une certaine retenue: tandis que l'UBS poursuit sa politique d'omniprésence en répondant avec zèle à la moindre demande, le Crédit suisse et la SBS ne poussent pas. La BPS n'envoie pas même son rapport annuel. A part UBAH-Revue, l'horlogerie a confié à sa Chambre la mission d'informer les autorités fédérales et autres, par un «bulletin parlementaire non destiné à la publication».

Le sport et l'armée diffusent régulièrement, avec un effort tout particulier en période de discussions budgétaires. L'Union suisse pour la protection civile en fait autant, sans oublier d'expédier régulièrement sa revue mensuelle trilingue, agrémentée de très nombreuses annonces passées par les fournisseurs de casques jaunes et autres urinoirs à hautes performances. Peut-être faut-il mentionner ici le bulletin «Justice et vérité» du glorieux Major Troyon.

Question civisme, il faut citer la Fondation Dialogue, dont la revue tire à plus de 300 000 exemplaires dans les quatre langues nationales, et la Société suisse de culture civique, qui collabore avec la pré-

cédente et édite par ailleurs un beau mensuel («Der Staatsbürger», 50 000 exempl.), dont chaque livraison est consacrée à un thème d'actualité suisse.

DISCRÉTION DE LA CULTURE

Comme il fallait s'y attendre, la culture et même la science demeurent très discrètes dans le concert des pressions. Les deux grandes sociétés savantes non médicales (SSSH, SSSN) font tout juste parvenir leur rapport annuel, — comme Pro Helvetia, dont la loi de subventionnement vient d'être discutée. Et c'est à peu près tout, alors qu'avance la période de récolte des signatures pour «l'initiative culturelle». Davantage de variété en revanche du côté des organisations de bienfaisance, qui envoient périodiques (Journal suisse des Invalides, Forum Jeunesse, etc.) et rapports d'activité (Caritas, Eper, OSAR, Secours suisse d'hiver, Don de la Fête nationale, Pro Juventute, etc.).

En matière d'idéologie, les parlementaires ne sont pas non plus oubliés des officines. Les uns dénoncent l'athéisme des francs maçons et du parti socialiste (autrichien il est vrai), les autres s'expriment «au nom du Gouvernement mondial de l'âge de l'illumination», tandis que «Christian Solidarity International» combine la «solidarité avec les chrétiens persécutés» (surtout en URSS) avec les techniques éprouvées du «funds raising». Pour leur part, les chefs d'entreprise chrétiens payent de leur poche les abonnements à «Geschäftsmann und Christ» que leur association expédie aux parlementaires.

Deux régions alimentent également le courrier, soit le Moyen-Orient et l'Afrique australe. L'Association Suisse-Israël, l'Association chrétienne pour Israël et la Société suisse de l'Arava contiennent les messages du Groupe d'études sur le Moyen-Orient, qui en est à son 82^e Bulletin sur «la patrie occupée». Quant à l'Afrique du Sud, elle tente d'améliorer son image, tant par le Service d'information de son Ambassade à Berne qu'indirectement par le Club des amis de l'Afrique du Sud, qui

se réfugie derrière une boîte postale à Hünibach. Inutile de prolonger ce recensement, sauf pour noter que les parlementaires fédéraux doivent passer pour nantis, à en juger d'après les voitures proposées: rien au-dessous de la SAAB ni des Peugeot haut-de-gamme!

Il convient encore de préciser qu'à tout ce qui précède, dont la liste est loin d'être exhaustive, s'ajoutent les documents officiels, toujours plus nombreux à l'heure où les administrations et les institutions semi-publicques se lancent à leur tour massivement dans les public-relations et l'imagerie de marque.

NEUTRALISATION

L'effet de tout cela? Difficile à estimer bien sûr, mais certainement pas à la mesure des investissements consentis par les «informateurs». C'est que souvent les messages se neutralisent les uns les autres. Que peuvent les concepteurs-rédacteurs-éditeurs les plus futés, quand le même courrier apporte la Revue de l'Association pour l'Ecole instrument de paix et «Notre armée de milice», ou le magazine Vita Sana et le Bulletin des Médecins suisses, ou encore l'une des nombreuses publications de protection de la nature ou des animaux et le service de presse des industries chimiques, tous engrais et additifs dehors?

En définitive, les groupes de pression connaissent le même drame que les publicitaires: ou bien le message ne sert qu'à neutraliser celui du contradicteur/concurrent, ou bien le message est reçu, mais par un destinataire conquis d'avance.

Quant au pourcentage de décisions ou d'attitudes modifiées à la suite de telles interventions, il demeure inconnu, — et sans doute très bas.

Tant pis, et surtout tant mieux. Enfin un gaspillage heureux.

REÇU ET LU

Enchaînés au petit écran

Toujours d'actualité, le débat qui lie l'enfant et le petit écran alimente une littérature abondante. Au fil des ans, les diagnostics se font du reste de moins en moins péremptaires, si les données, elles, se précisent tout de même. Cet été, deux publications entièrement axées sur ce thème. D'une part le cahier mensuel de Pro Juventute, dont l'un des principaux mérites est de réunir des contributions courtes sur un sujet qui suscite souvent des développements interminables («La jeunesse et les mass-média»). D'autre part un premier numéro de l'«Educateur», hebdomadaire de la Société pédagogique romande (Planches 22, 1820 Montreux), entame une approche systématique des problèmes posés et fournit des repères bibliographiques intéressants.

— Dans le dernier numéro (juillet-août) du «Forum du développement» (Nations Unies), notamment deux pages centrées sur la «mesure» du développement et du bonheur, résumé stimulant de la réflexion indispensable sur les «indicateurs» économiques et sociaux (en annexe de ce numéro, un supplément situant les enjeux de la conférence mondiale des Nations Unies sur la femme qui vient de se tenir à Copenhague).

— La controverse sur la télévision par satellite se complique; pratiquement semaine après semaine, de nouvelles prises de position ou déclarations d'intention; le dernier numéro du magazine du «Tages Anzeiger» fait le point (n° 32) de façon précise et concentrée.

— «Die rote Anneliese», le magazine critique (Kritisches Oberwallis) du Haut-Valais, publiait en juillet une bande dessinée pirate des aventures de Tintin au Valais (Tims Abenteuer im Wallis). A la même époque, le journal des locataires allemandiques «Mieter Zeitung» utilisait Asterix pour critiquer la situation faite aux locataires dans une commune des bords du lac de Zurich.

Y. J.

POINT DE VUE

Du côté de chez Gutenberg

1. Coup de chapeau à Werner Muller, guide, de Zurich, pour son «Alpinisme 80 — Technique et Sécurité» (Edition du Club alpin suisse — 18 francs).

Clair, simple, logique, bien écrit et bien traduit, utile. Très bien.

2. Autre coup de chapeau: à Michel Vaucher pour «Les Alpes valaisannes — Les cent plus belles courses» (Editions Denoël. 53 francs).

Excellent texte de présentation. Belles photos. Très bien.

On salue cordialement.

3. Pour ceux qui s'intéressent au théâtre: «L'Odin teatret et la naissance du Tiers Théâtre», de Jean-Jacques Daetwyler et un groupe de collaborateurs (Edition Association Palindrome, case 1033, 3001 Berne).

Les gens du Théâtre du Jorat feraient bien de le lire.

4. Absolument tout sur le Cube de Rubik dans le dernier numéro de «Pour la Science».

Complicé, à la portée des matheux, seulement. A noter, par ailleurs, que la distribution des cubes nage en pleine pagaille, par la faute des Hongrois eux-mêmes. Les stocks français sont complètement épuisés, à ce qu'on me dit, et les amateurs suisses romands sont priés d'attendre.

5. Les bulletins météo de la radio et de la TV continuent d'être un scandale par leur maigreur et leur imprécision. On peut néanmoins se consoler en lisant les excellents «Eléments de météorologie agricole» de Durand et Dimacopoulos (Ed. Baillière et fils, 1969) ou en relisant le toujours jeune et fort instructif «Climat et météorologie de la Suisse romande» de Max Bouët (Payot, 1972).

Mieux vaut lire ça, de toute manière, que «L'été des sept dormants» de M. Mercanton, lequel ne dit pas un mot de la météo — alors même que le temps affecte tout le monde, y compris les personnages de roman.

6. Jean-Pierre Monnier a publié «Ecrire en Suisse romande entre le ciel et la nuit», chez B. Galland. J'aime bien Monnier, c'est un bon

bougre et il a retapé correctement sa maison du Valanvron, près de La Chaux-de-Fonds. Sauf la porte — qui est un peu foireuse et l'isolation thermique qui l'est encore plus.

Le chapitre «La neige a des pouvoirs si péremptoirs» est admirable. Excellente météorologie intérieure. Pour le reste, je ne suis pas compétent.

7. A l'évidence, le mode d'emploi des altimètres de poche de marque Thommen — les plus utilisés, semble-t-il — est insuffisant. Faites gaffe! Il faut absolument compléter par la lecture de l'opuscule «La mesure barométrique de l'altitude» distribué par Thommen également. Mais, le texte n'est pas parfaitement clair, là non plus. Il faudrait plus d'exemples. Espérons que la maison Thommen tiendra compte de ces remarques.

8. «Information et Pouvoir» de Blaise Lempen (Ed. L'Age d'Homme, 1980). Explosif, sans en avoir l'air. Ne sera pas traduit en russe. Et ne sera pas lu — dommage — par l'écrasante majorité des journalistes et directeurs de journaux, pourtant directement concernés.

Gil Stauffer

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les blancs de l'ordinateur

«Les plantes vertes destinées à couper un peu les perspectives, bien qu'elles fussent rigoureusement authentiques et dotées d'un système automatique d'irrigation dont l'entretien, prétendait le concierge, lui donnait deux fois plus de travail que n'en eût exigé leur arrosage quotidien, les plantes vertes semblaient coulées dans du plastique.»

Je tire ces lignes du roman de Gilbert Musy, *La tangente* — à propos, vous avez lu *La tangente* ? en tout cas, vous ne vous embêtez pas à lire ce court récit alerte, qui n'en donne pas moins à réflé-

chir — paru cette année aux éditions de l'Aire.

J'ai beaucoup rêvé, cet été, à ce concierge et au système d'irrigation automatique. Notamment en jouant aux échecs contre un ordinateur!

L'an passé, j'avais exprimé des doutes à l'égard de ces machines, dont les capacités ne me paraissaient pas évidentes. Ce qui m'avait valu de nombreuses réponses et précisions, dont quelques-unes indignées. L'honorable collaborateur de la *Tribune le Matin*, notamment, m'avait accusé de ne pas savoir de quoi je parlais. Ce qui m'embarrassait, parce que, somme toute, il n'avait pas entièrement tort: si les parties que j'avais vues publiées me semblaient mauvaises, je n'avais jamais joué moi-même.

Grâce à un ami italien, je sais aujourd'hui de quoi

je parle! J'ai joué contre *Chess Challenger*, Fidelity Electronics LTD, Miami (mod. CCS), quatorze parties, sept avec les blancs et sept avec les noirs. La machine en question comporte dix degrés de force: j'ai commencé au 3^e degré — «buono», où elle «réfléchit» en moyenne 35 secondes. J'ai gagné en 23 coups *mat*. Puis j'ai passé au 4^e degré (1' 20''), au 5^e (2' 20''), au 6^e (3' — c'est le temps adopté dans la plupart des tournois), au 7^e (3' 20''), au 8^e (6'); au 9^e enfin — onze minutes! Résultat: six gains et une partie nulle.

La partie nulle n'est pas la moins intéressante: ayant mal déchiffré la réponse de la machine (qui apparaissait en rouge sur fond noir), j'ai perdu ma dame. Tout joueur, même débutant, sait que cela entraîne l'abandon, et en tout cas, la perte de la

BOLIVIE: NOUVELLES VICTIMES DE LA CEINTURE



RENTRÉE LE 28 AOÛT

Nous voilà pratiquement au bout de notre parcours estival au ralenti! En tout cas le prochain numéro, qui paraîtra le 28 août, marquera la reprise de la périodicité hebdomadaire de «Domaine Public». A vous, amis lecteurs, d'apprécier ensuite, semaine après semaine, si cette «pause» a été bénéfique pour l'équipe de rédaction. A bientôt donc.

J. C.

Encore un mot

Toujours sur les traces du «solitaire de La Jonction», l'écrivain Ludwig Hohl (DP 553 et 554), quelques derniers points de repères, avant que vous vous lanciez dans son œuvre, qu'elle soit publiée en allemand ou traduite en français. (Réd.)

Ecrire en Suisse? Voilà une question souvent posée, en Suisse romande en particulier, lorsque des critiques littéraires se demandent quelles influences locales traversent et dominent la littérature romande.

La Suisse allemande n'échappe pas à cette interrogation, due au fait que pour trouver ses lecteurs, un écrivain de Bâle ou de Zurich est d'abord et avant tout «expatrié» sur le marché allemand.

J'ai demandé à Ludwig Hohl comment il ressentait son identité d'écrivain suisse. Par une exclamation bourrue et un geste de mauvaise humeur, l'interpelé a passé à un autre sujet.

Il m'a raconté que lorsqu'il sort de chez lui, le seul pays qu'il connaisse aujourd'hui, vu sa maladie, c'est la colline du Bois-de-la-Bâtie qui domine l'Arve et le Rhône.

Et pourtant, à propos d'attachement au pays, Ludwig Hohl a écrit dans ses «Notizen»¹: «Si les hom-

mes un jour comprendraient qu'ils n'ont qu'un seul pays, le vrai, le bon, et que celui-là c'est le travail.» Le seul patriotisme que Hohl se reconnaisse est celui du travailleur acharné, le seul nationalisme qu'il professe, est celui de l'effort.

Walter Weideli, à propos de la conception du travail chez Hohl, a écrit²:

«Comment peut-on combattre la mort? En la reconnaissant. Comment la connaît-on? En travaillant. Celui qui transforme les choses, renonce à les posséder. En se dépossédant, il surmonte ses limites. Il devient davantage que ce qu'il fait. Il devient les choses elles-mêmes, le monde lui-même. Celui qui a travaillé vraiment, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, a vaincu la mort. Il a vu l'autre côté, il a appris à mourir. Et qui vit bien, meurt bien.»

En mûrissant cette attitude qu'il faut bien appeler de sublimation du travail et de l'effort chez Hohl, j'ai eu l'impression que l'on n'était pas bien loin d'une forme de rédemption. Ne serait-ce pas là une empreinte, laissée dans la mémoire inconsciente de l'écrivain, par ses aïeux protestants, qui dans la dernière partie du XIX^e siècle, ont façonné la Suisse industrielle et bancaire, grâce à leur sens démesuré du travail, de l'épargne et de l'effort?

E. B.

¹ «Notizen» II 199.

² Revue de Belles-Lettres N° 3 1969 p. 26.

Le moins qu'on puisse dire est que le spécialiste de l'analyse de la presse, Ernst Bollinger¹ ne voit pas l'avenir des journaux dits marginaux en rose dans son dernier article de synthèse paru dans la «Tribune de Genève» (5.8.1980)! Particulièrement cruel ce parallèle avec la presse «de parti», en effet mourante pratiquement dans l'Europe entière.

Voilà donc cette presse-là — et DP cité ensuite parmi les plus «connus» de ses fleurons — condamnée au «suivisme» pseudo-contestataire et à l'inefficacité.

Dans ces conditions, ami(e)s abonné(e)s, comment vous remercier d'avoir permis une fois de plus à «Domaine Public» de franchir sans encombre le cap d'une année de parution?

Nous avons presque honte, dans notre inutilité propagée par la grâce des dizaines de milliers d'exemplaires de la très sérieuse «Tribune de Genève», de constater, comme l'assemblée générale des actionnaires du journal l'a fait fin juillet, que l'exercice 1979 de DP est équilibré (les recettes couvrent les dépenses) à l'image de l'année précédente (le total des charges reste stationnaire: environ fr. 130 000.—).

Ernst Bollinger a toutefois raison dans une partie de son diagnostic: l'équilibre financier d'une publication telle que DP est sans cesse remis en question. En fait, renonçant à toute publicité — et l'affaire du «Tages Anzeiger» montre assez la nouvelle intransigeance des annonceurs —, renonçant à toute subvention partisane, «Domaine Public» ne peut compter que sur la fidélité de ses abonnés pour poursuivre sa tâche de contre-information, de propositions et de dialogue. Une «base fragile»? Certes! Mais surtout un contrat stimulant entre des abonnés, certains que leur apport est décisif, et une équipe rédactionnelle, stimulée en permanence par la confiance qu'on lui témoigne. Si le prix de l'indépendance est cette fragilité-là, alors d'accord pour la fragilité.

¹ «La presse suisse, structure et diversité». Herbert Lang, Berne, 1976.

COMPTES

L'avenir de «Domaine Public»

«(...) Il serait illusoire d'afficher de l'optimisme pour l'avenir de la presse marginale. Les possibilités de développement sont limitées. Une prise de conscience réaliste s'impose pour les combattants minoritaires et marginaux: si l'écrit remplit encore le rôle d'information, il ne mobilise plus. Il est devenu quasiment inefficace comme moyen de

lutte. La plume n'est plus l'épée. C'est la rançon de l'ère audiovisuelle, de l'uniformisation générale, du désengagement et de l'indifférence croissante. La presse marginale peut encore suivre et soutenir des mouvements contestataires, mais elle ne pourra plus les déclencher et les conduire. Les journaux marginaux vivent aujourd'hui, sur une échelle réduite, le sort de la presse de parti, il y a à peine une génération. On mesurera la valeur de la presse marginale à la résistance qu'elle saura opposer aux multiples forces de récupération... et aux mesures d'«aide à la presse».